

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Bourges, le 20 janvier 2009

Groupe de subdivisions du Cher et de l'Indre

Nicolas TRIMBOUR
Directeur par interim

INSTALLATIONS CLASSEES

Société LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES

Commune de SAINT GERMAIN DU PUY

GIDIC : RAAPC

Référence : GM/IC/ModifLogidis090110.doc

Affaire suivie par : Grégory MOTTI

Gregory.motti@industrie.gouv.fr

Tél. 02.48.21.20.20 - Fax : 02.48.20.42.39

Objet : Proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire pour le site que la société LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES exploite sur la commune de SAINT GERMAIN DU PUY.

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Madame le Préfet du Cher

I - Présentation de l'établissement :

La société LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES (LCM) réalise de l'entreposage pour la grande distribution dans un bâtiment de 42 000 m², situé route de la Charité, sur la commune de SAINT GERMAIN DU PUY, et recoupé en 4 cellules de stockage : 24 600 m² de denrées non périssables (boissons, épicerie, produits ménagers,...) réparties dans deux cellules, 7 000 m² de denrées périssables (fruits, légumes,...) et 5 000 m² de produits saisonniers (produits de jardinage, textiles...), le reste étant occupé par des bureaux ou des utilités. Le site emploie 350 personnes.

Les principales caractéristiques constructives sont les suivantes :

- structure métallique et bardage métallique double peau sur soubassement maçonné d'une hauteur de 1 m,
- murs séparatifs ordinaires de degré coupe-feu 2h entre les cellules de stockage et entre les zones de stockage et le local de charge des batteries,
- toiture en bac acier,
- charpente métallique ordinaire.

La société LCM a été autorisée à poursuivre l'exploitation de son entrepôt par arrêté préfectoral en date du 22 janvier 2007.

PJ : projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Présent
pour
l'avenir

15 avenue Roland Garros
18021 BOURGES Cedex
Tél. : 02.48.21.20.20 - Fax : 02.48.20.42.39
Mel : drrc.cs18@industrie.gouv.fr - <http://www.centre.dre.gouv.fr>



II - Situation administrative :

Au regard de l'arrêté préfectoral n° 2007.1.57 du 22 janvier 2007, les activités exercées relevant de la nomenclature des installations classées sont les suivantes :

Rubrique	Alinéa	A,D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
167	a	A	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) Station de transit		Sans seuil			
322	A	A	Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des) Station de transit, à l'exclusion des déchetteries mentionnés à la rubrique 2170		Sans seuil			
1510	1	A	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Quantité maximale : 30 000 tonnes	Volume de l'entrepôt	$\geq 50\,000$	m ³	401 850	m ³
1180	1	D	Polychlorobiphényles, polychloroterphényles : Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés contenant plus de 30 litres de produits.	Quantité de produits	> 30	l	3 382	l
1412	2b	DC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température.	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	> 6 < 50	t	30	t
1434	1b	DC	Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur.	Débit maximum équivalent	≥ 1 < 20	m ³ /h	1	m ³ /h
1450	2b	D	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques Emploi ou stockage	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	> 50 < 1 000	kg	980	Kg
1530	2	DC	Dépôts de bois, papier, carton ou combustibles analogues	Quantité stockée	> 1 000 $\leq 20\,000$	m ³	4 200	m ³
2920	1b	DC	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, Comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques,	Puissance absorbée	> 20 ≤ 300	kW	270	kW
2921	1b	D	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) Lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé »	Puissance thermique évacuée maximale	< 2 000	kW	1 200	kW
2925		D	Accumulateurs (ateliers de charge d')	Puissance maximale du courant continu	> 50	kW	185,5	kW
1136		NC	Emploi d'ammoniac	Quantité totale susceptible d'être présente	< 150	kg	140	Kg

				dans l'installation				
1432		NC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430	Capacité équivalente totale	< 10	m³	10	m³
1520		NC	Dépôts de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 50	t	49	t
2663		NC	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères,...) (stockage de) A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polystyrène,...	Volume susceptible stocké	< 200	m³	199	m³
2663		NC	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères,...) (stockage de) Dans les autres cas	Volume susceptible stocké	< 2 000	m³	200	m³
2910		NC	Installation de combustion Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.	Puissance thermique maximale de l'installation	< 2	MW	0,9	MW

A : autorisation

D : déclaration

DC : déclaration avec contrôle périodique

NC: non classable

III – Objet du présent rapport :

En février 2003, la société LCM a déposé auprès des services de Monsieur le préfet du Cher un dossier de régularisation administrative pour l'entrepôt susmentionné. Des compléments de dossier ont été apportés en mars, juin et août 2006.

Ce dossier a fait l'objet d'une procédure complète d'instruction avec enquête publique.

Un projet d'arrêté fixant les prescriptions applicables à l'établissement a été proposé aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de la séance du 12 décembre 2006, lors de laquelle l'exploitant a été entendu. Celui-ci a alors mentionné qu'il n'avait aucune observation sur le projet d'arrêté présenté (cf. compte rendu établi à la suite du CODERST).

Conformément à l'article R 512-26 du Code de l'Environnement, Monsieur le préfet a transmis le projet d'arrêté au pétitionnaire pour que celui-ci fasse part de ses observations par écrit dans un délai de 15 jours. Par courrier en date du 4 janvier 2007, l'exploitant a fait connaître qu'il n'avait aucune observation à formuler sur le projet d'arrêté transmis.

Dans ces conditions, l'arrêté préfectoral n° 2007.1.57 du 22 janvier 2007 a été notifié à la société LCM.

Par courrier en date du 30 janvier 2008, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une demande de modification de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral précité pour les raisons suivantes : des modifications ont été apportées aux installations et l'exploitant considère que certaines prescriptions qui lui ont été imposées et qui sont issues de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des accidents dans les entrepôts couverts ne lui sont pas applicables car il bénéficie de l'antériorité par rapport à cet arrêté ministériel.

La demande de modifications de l'arrêté préfectoral porte notamment sur les dispositions suivantes :

- Article 7.3.1.1 : Accès des secours extérieurs :

L'arrêté préfectoral impose « qu'une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'entrepôt ». Cette prescription est issue de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 5 août 2002. L'article 1 de cet arrêté ministériel stipule que « l'ensemble de ses dispositions est applicable pour les entrepôts existants qui font l'objet d'une demande d'autorisation présentée à l'issue d'un délai de six mois après la date de publication du présent arrêté », soit au 1^{er} juillet 2003. Le dossier ayant été déposé en février 2003, l'article 5 de l'arrêté ministériel n'est pas applicable à la société LCM, celle-ci bénéficiant de l'antériorité.

Dans ces conditions, c'est la circulaire du 4 février 1987 relative aux entrepôts qui est applicable, cette dernière ne prévoyant pas de disposition particulière pour la voirie autour de l'entrepôt.

Dans son courrier en date du 30 janvier 2008, l'exploitant a précisé que « la voirie pompier assure les % du périmètre du site »

Compte tenu de l'impossibilité technique de mettre en place une voie sur la totalité du périmètre de l'entrepôt, l'inspection des installations classées a consulté le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Cher sur cette modification de l'arrêté demandée par l'exploitant.

Par courriel en date du 13 janvier 2009, le SDIS a indiqué « la suffisance de la voie existante en périphérie qui permettra de faire les % du tour du site, aisément, en cas de feu ».

Dans ces conditions, il peut être accédé sur ce point à la demande de modification de l'arrêté préfectoral sollicité par l'exploitant.

- Article 7.3.2.1.4 : Cantons de désenfumage et exutoires :

L'arrêté préfectoral impose que « des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble des dispositifs d'évacuation des fumées ne doit pas être inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. ».

Dans son courrier en date du 30 janvier 2008, l'exploitant estime que le désenfumage est défini à hauteur de 2 % automatique et manuel, évoque le bénéfice de l'antériorité par rapport à l'arrêté ministériel du 5 août 2002 (cf. ci-dessus) et donc l'application de l'article 5 de la circulaire du 4 février 1987 qui dispose que « la toiture comporte au moins sur 2 p. 100 de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction, d'une part, de la nature des produits, matières ou substances entreposés, d'autre part des dimensions de l'entrepôt ; elle n'est jamais inférieure à 0,5 p. 100 de la surface totale de la toiture. »

L'inspection considère que la prescription de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 n'impose pas a minima 2 % d'exutoires à commande automatique et manuelle mais 2 % de dispositifs d'évacuation des fumées, qui comprennent notamment les exutoires précités mais également d'autres systèmes tels que des panneaux translucides fusibles.

Néanmoins, dans un souci de clarté des obligations applicables à l'exploitant, il est proposé de modifier l'article 7.3.2.1.4 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 selon les dispositions du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du présent rapport et de préciser que cette disposition n'est pas applicable aux entrepôts frigorifiques (donc à la cellule chambre froide), ce que ne précise actuellement pas l'arrêté préfectoral.

- Article 7.7.7.1 : Bassin de confinement :

Lors de l'enquête administrative réalisée sur le dossier de régularisation administrative déposé par la société LCM, la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF) avait estimé par courrier du 10 janvier 2005 que l'incidence du rejet des eaux pluviales (toiture et voirie) n'était pas étudiée et que les débits de rejet n'étaient pas précisés.

Une étude hydraulique a alors été transmise par le pétitionnaire à la DDAF en septembre 2006. Après analyse et par courrier du 10 octobre 2006, la DDAF a estimé qu'un bassin de rétention d'au moins 400 m³ devait être mis en place afin de limiter le rejet de l'installation au milieu naturel, compte tenu du fait que le débit du rejet d'eaux pluviales est susceptible d'accroître le risque d'inondation en aval de l'installation. Dès lors, cette prescription avait été reprise dans l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007, à l'article 7.7.7.1 : « les eaux pluviales de ruissellement des zones de voiries et de stationnement transitent via un bassin d'écroulement de 400 m³ qui régule la quantité d'eau rejetée dans le réseau d'eaux pluviales communal et la limite à 790 l/s. »

Par courrier en date du 30 septembre 2008, l'exploitant a proposé la solution suivante aux services de la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture (DDEA) : « le site ne disposant pas de suffisamment d'espace libre pour la création d'un bassin d'écroulement au point le plus bas en raison de l'existence d'un embranchement ferroviaire privé, nous proposons d'utiliser la montée en charge du réseau d'eaux pluviales comme moyen d'écroulement compte tenu que la charge totale en eau s'élève à 495 m³. Le débit de fuite sera par ailleurs respecté par étranglement de l'exutoire en sortie du site ».

Sur la base de ces éléments et par courrier en date du 10 octobre 2008, la DDEA a émis un avis favorable à la demande de modification de l'arrêté préfectoral sollicité par l'exploitant.

Dès lors, une suite favorable peut être donnée à l'exploitant sur ce point.

- Article 8.1.9 : Local de charge :

Dans son dossier en date du 30 janvier 2008, l'exploitant indique que le local de charge bénéficie de l'antériorité (puisque construit avant) par rapport à l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925, qui impose notamment que les murs en façade soient coupe-feu 2 heures. Cette disposition a été reprise dans l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007.

Or, seul le mur séparant le local de charge des cellules de stockage est coupe-feu 2 heures, ce qui constitue d'ailleurs la seule exigence de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 : article 19 : « les locaux de recharge de batteries des chariots automoteurs doivent être séparés des cellules de stockage par des parois et des portes coupe-feu, munies d'un ferme porte. Ces parois et ces portes sont coupe-feu de degré 2 heures ».

Dès lors, sur le principe de l'antériorité, il peut être accédé à la demande de modification sollicitée par l'exploitant.

Par courrier en date du 8 janvier 2009, l'exploitant a également demandé la suppression, pour le local de charge, de la prescription suivante : « le sol et les murs sur une hauteur de 1 mètre seront recouverts d'une peinture anti-acide », indiquant que cette prescription ne figurait pas à l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 précité.

Considérant que des dégagements d'hydrogène sont susceptibles de se produire dans le local de charge ;

Considérant qu'un arrêté préfectoral peut être plus restrictif qu'un arrêté ministériel et imposer des prescriptions ne figurant pas dans l'arrêté ministériel type ;

Considérant que le respect de cette prescription n'est pas techniquement ou économiquement inacceptable ;

l'inspection des installations classées propose de ne pas donner une suite favorable à cette demande.

- Autres dispositions :

L'exploitant a formulé une demande de modification de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 sur plusieurs autres dispositions (diamètre des RIA, quantité de déchets valorisables,...) qui n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection des installations classées. Les modifications figurent dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe du présent rapport et concernent les articles 7.3.4, 7.7.4, 8.1.1.2, 8.1.3 et 8.1.6.1.

IV – Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées :

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Madame le préfet du Cher d'accéder à certaines demandes de modification de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 formulées par la société LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES pour l'entrepôt que celle-ci exploite sur la commune de SAINT GERMAIN DU PUY.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire prenant en compte ces demandes est joint en annexe du présent rapport, conformément à l'article R 512-31 du Code de l'Environnement.

Ce projet d'arrêté doit être présenté pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, conformément à l'article précité.

L'inspecteur des installations classées

G.MOTTI

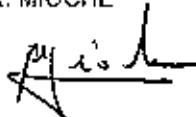


Vu et transmis avec avis conforme,

pour le directeur et par délégation,

le chef du groupe de subdivisions
du Cher et de l'Indre,

R. MIOCHE



Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
modifiant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2007.1.57 du 22 janvier 2007
autorisant la société LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES
à poursuivre l'exploitation de son établissement situé sur la commune de SAINT GERMAIN DU PUY

Le préfet du Cher, Chevalier de la Légion d'Honneur ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment l'article R 512-31 ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R 511-9 du Code susvisé ;

VU la circulaire du 4 février 1987 relative aux entrepôts (installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique n° 183 ter) ;

VU l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007.1.57 du 22 janvier 2007 autorisant la société LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES à poursuivre l'exploitation de son établissement situé sur la commune de SAINT GERMAIN DU PUY ;

VU le dossier de demande de modifications de l'arrêté préfectoral en date du 30 janvier 2008 déposé par la société LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du ... ;

VU le courrier de la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture en date du 10 octobre 2008 ;

VU le courriel du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 13 janvier 2009 ;

Considérant l'impossibilité technique de mettre en place une voie pompier sur la totalité du périmètre de l'entrepôt exploité par la société LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES ;

Considérant l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours qui estime que la voirie pompier actuelle, qui représente les ¾ du périmètre de l'entrepôt, est suffisante pour l'accès et l'intervention des services de secours ;

Considérant que la circulaire du 4 février 1987 et l'arrêté ministériel du 5 août 2002 susvisés ne sont pas applicables aux entrepôts frigorifiques et donc à la chambre froide exploitée dans l'entrepôt de la société LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES ;

Considérant la non nécessité de mise en place d'un bassin d'écrêtement des eaux pluviales ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Cher ;

ARRETE

Article 1 :

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'entrepôt de stockage de matières combustibles sis route de la Charité, sur la commune de SAINT GERMAIN DU PUY (18390) et exploité par la société LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES, dont le siège social est situé route de Paris à MONDEVILLE (14100).

Article 2 :

L'article 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 est abrogé et remplacé par :

« Article 7.3.1.1 : Accès des secours extérieurs :

L'entrepôt doit être en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Au moins deux accès de secours, éloignés l'un de l'autre, et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur les trois quarts du périmètre de l'entrepôt.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'entrepôt doivent pouvoir stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe à l'entrepôt tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt. »

Article 3 :

L'article 7.3.2.1.4 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 est abrogé et remplacé par :

« Article 7.3.2.1.4 : Cantons de désenfumage et exutoires :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux M0 (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment. Les écrans de cantonnement sont réalisés de telle sorte que leur hauteur soit conforme à celle calculée par l'application de l'instruction technique 246.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées.

La surface utile de l'ensemble des dispositifs d'évacuation des fumées (exutoires à commande automatique et manuelle, panneaux translucides fusibles,...) ne doit pas être inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

La surface utile des exutoires à commande automatique et manuelle est a minima de 1 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Cette disposition n'est pas applicable à la cellule de denrées périssables (chambre froide) où le désenfumage est assuré uniquement par des panneaux thermofusibles.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire ne doit pas être inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne doivent pas être implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur. »

Article 4 :

L'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 est abrogé et remplacé par :

« Article 7.3.4 : Protection contre la foudre :

Article 7.3.4.1 : Dispositifs de protection :

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les systèmes de protection contre la foudre sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne. En particulier, les composants de protection contre la foudre doivent être conformes à la série des normes NF EN 50164 : « Composants de protection contre la Foudre (CPF) » et les parafoudres sont conformes à la série des normes NF EN 61643.

Article 7.3.4.2 : Vérification des dispositifs de protection :

A compter du 1^{er} janvier 2012, les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2012, les équipements des installations existantes, mis en place en application d'une réglementation antérieure font l'objet d'une surveillance conformément à la norme NF C 17-100, avec notamment une vérification quinquennale des dispositifs.

A partir du 1^{er} janvier 2010, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification de ses installations. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. »

Article 5 :

L'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 est abrogé et remplacé par :

« Article 7.7.4 : Ressources en eau et mousse :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- d'un réseau d'extinction automatique, faisant office de détection automatique d'incendie conformément à la règle R1 de l'APSA, protégeant l'ensemble des locaux et adaptés aux produits stockés (les têtes de sprinkler étant thermofusibles). Ce réseau dispose d'une nappe sous toiture et est alimenté par deux cuves de 500 m³. Le démarrage du réseau d'extinction est assuré par deux groupes motopompes, l'un au diesel, l'autre électrique ;
- des robinets d'incendie armés conformes à la règle R5 de l'APSA. Ces RIA en nombre suffisant sont répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en direction opposées. Ils sont utilisables en période de gel. Ils sont vérifiés annuellement et maintenus en bon fonctionnement ;
- une réserve d'eau extérieure au site de 400 m³, l'exploitant s'assurant de sa disponibilité opérationnelle permanente ;
- 18 canons à eau délivrant 120 m³.h⁻¹ unitaires sont implantés le long des façades du bâtiment de telle sorte que les tiers situés près de l'établissement ne soient pas impactés par les zones de flux thermiques générés par un incendie. Des essais de fonctionnement des canons sont périodiquement réalisés par l'exploitant et sont formalisés dans un registre dédié à cet effet, de même que les opérations de maintenance réalisées sur ces derniers ;
- une réserve d'eau de 955 m³ pour l'alimentation des canons à eau ; cette réserve est alimentée manuellement par l'eau de ville et dispose d'un groupe de pompage capable de fournir aux canons à eau le débit requis. Le démarrage de la pompe est assuré par un groupe motopompe d'alimentation de 525 m³.h⁻¹, associé à une cuve de gasoil de 200 l ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets
- de poteaux incendie conforme à la norme NFS 62-213, piqués sur une canalisation débitant au moins 60 m³/heure chacun et situés à 200 m maximum du bâtiment principal, dont un situé à moins de 100 m
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie. »

Article 6 :

L'article 7.7.7.1 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 est abrogé et remplacé par :

« Article 7.7.1 : Bassin de confinement :

En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont stockées sur l'aire de rétention présente au niveau des cours à camions « réception » et « expédition ». Cette aire est étanche aux produits collectés et le volume de rétention disponible est de 3 700 m³.

L'isolement des réseaux d'assainissement est réalisé conformément aux dispositions de l'article 4.2.4.2.

Avant élimination au milieu naturel, l'exploitant s'assure que les principes imposés par l'article 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont respectés.

L'aire de rétention précitée est maintenue en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaire à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin que la quantité d'eaux pluviales de ruissellement des zones de voiries et de stationnement rejetée dans le réseau d'eaux pluviales communal soit limitée à 790 l/s (étranglement de l'exutoire de rejet,...) »

Article 7 :

L'article 8.1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 est abrogé et remplacé par :

« Article 8.1.1.2 : Capacités des installations :

La disposition d'entreposage de déchets du site est la suivante :

Type de déchets	Quantité maximale sur site	Elimination annuelle
Cartons	60 m ³	6 000 t
Plastiques	30 m ³	250 t
DIB	30 m ³	350 t
Déchets métalliques	20 m ³	40 t
Déchets organiques	20 m ³	200 t

L'organisation et l'aménagement des stockages doit permettre de vérifier en toute circonstance le respect des capacités autorisées ».

Article 8 :

L'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 est abrogé et remplacé par :

« Article 8.1.3 : Agrément pour la valorisation des déchets d'emballages :

L'exploitant est agréé pour le tri des déchets d'emballage suivants :

- cartons, 6 000 t/an
- plastiques, 250 t/an.

Ces déchets d'emballage proviennent des magasins de l'enseigne CHAMPION et Carrefour Market

L'agrément est accordé pour une quantité maximale annuelle de 6 250 tonnes.

L'exploitant doit valoriser au minimum 80 % en poids des déchets d'emballage qu'il prend en charge.

Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers, l'exploitant doit :

- vérifier la nature et la quantité des déchets pris en charge,
- s'assurer que la nature des déchets est conforme aux dispositions de l'agrément délivré,
- fournir une copie de l'agrément au producteur des déchets.

De plus, dans le cas d'une prestation de service durable et répétée, à chaque cession, un bon d'enlèvement sera délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fera dans des conditions similaires à celles mentionnées aux alinéas précédents.

Si le repreneur est exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assurera qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage pris en charge.

Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, le pétitionnaire s'assurera que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

Les informations suivantes devront être tenues à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du décret du 13 juillet 1994 :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement) ;
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballage à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination ;
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage ;
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

Tout projet de modification significative de l'activité du titulaire ou des moyens qu'il met en œuvre sera porté à la connaissance du préfet, préalablement à sa réalisation. »

Article 9 :

Le 2^{ème} alinéa de l'article 8.1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 est modifié comme suit :

« Le niveau de référence est celui de la voirie ou cour camion de l'entrepôt située à l'air libre et desservant la construction utilisable par les engins des services publics et de secours et de lutte contre l'incendie. S'il y a deux accès par des voies situées à des niveaux différents, le niveau de référence sera déterminé par la voie la plus basse. »

Article 10 :

L'article 8.1.9.1 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 est abrogé et remplacé par :

« Article 8.1.9.1 : Règles d'implantation :

L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 5 m des limites de propriété.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Les locaux de recharge de batteries des chariots automoteurs doivent être séparés des cellules de stockage par des parois et des portes coupe-feu. La recharge des batteries est interdite hors des locaux de recharge ou, dans le cas des entrepôts automatisés, hors des zones spéciales conçues à cet effet dans les cellules.

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- mur REI 120 (coupe-feu 2 heures) entre le local de charge et les cellules de stockage ;
- couverture A1 (incombustible) ;
- portes intérieures REI 120 (coupe-feu 2 heures) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur EI 30 (pare-flamme de degré ½ heure) ;
- pour les autres matériaux : A1 (incombustibles).

Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.

Le sol et les murs sur une hauteur de 1 mètre seront recouverts d'une peinture anti-acide. »

Article 11 :

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par voie administrative. Copies en seront adressées à Monsieur le Maire de la commune de SAINT GERMAIN DU PUY et à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Centre.

Article 12 :

L'exploitant peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision. Il peut également la contester par un recours gracieux ou un recours hiérarchique, ce recours ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du Tribunal Administratif.

Article 13 :

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

Article 14 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Cher, Monsieur le Maire de la commune de SAINT GERMAIN DUN PUY, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement -Centre- et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.